



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7299>

Les Rohingya ou le dilemme de la construction nationale birmane

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 45.2013 - Journal des Alternatives. Vol.4 - No.04, avril 2013 -



Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Depuis les violences qui ont éclaté en 2012 entre nationalistes bouddhistes et musulmans rohingya, dans l'État d'Arakan, à l'Ouest de la Birmanie, la situation humanitaire reste préoccupante. Les déplacés sur les routes de l'exil se comptent en centaines de milliers. Si la Birmanie a entamé un processus d'ouverture, cette région de l'Arakan reste fermée et il est difficile de savoir ce qu'il s'y passe aujourd'hui. Afin de mieux comprendre ces violences intercommunautaires, le Journal des Alternatives s'est entretenu avec plusieurs chercheurs et spécialistes.

Dans son dernier rapport sur la situation en Birmanie, datant du 15 mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies « se dit gravement préoccupé devant la persistance des tensions intercommunautaires » en Arakan. Les quelque 800 000 Rohingya, principalement cantonnés dans le Nord de l'État, sont considérés par l'ONU comme « la minorité ethnique la plus réprimée au monde ». Victimes de persécutions et de la politique discriminatoire de l'État birman, les Rohingya ne jouissent d'aucun des droits fondamentaux : restrictions des naissances et des mariages, non reconnaissance de leur identité, absence de liberté de circulation, etc.

Retour sur les événements

En juin 2012, après qu'un groupe de jeunes musulmans ait été accusé du viol d'une femme bouddhiste, des violences meurtrières ont éclaté entre bouddhistes et musulmans autour de Sittwe, capitale de l'Arakan. En octobre dernier, des affrontements similaires ont repris dans plusieurs municipalités de l'État. Ailleurs au pays, des moines ont manifesté pour exiger l'expulsion des Rohingya, perçus tant comme une menace que comme des immigrés illégaux bangladais. D'ailleurs, « les bouddhistes n'emploient pas les termes « musulman » ou « Rohingya », mais Kala, qui désigne toutes les populations originaires d'Inde, donc toutes les populations à l'Ouest du pays », observe Alexandra de Mersan, anthropologue et maître de conférence à l'Institut National des Langues et Civilisations Orientales à Paris.

Mais ces tensions, qui trouvent leurs racines dans l'histoire de la Birmanie et de l'ancien Royaume d'Arakan, s'inscrivent dans une logique complexe. « Rien n'est jamais unilatéral, les violences se font des deux côtés. Puis, on ne sait jamais s'il n'y a pas eu aussi de provocations de la part du régime birman, il est très facile de mettre le feu aux poudres en Arakan. Et de manière générale en Birmanie, c'est très facile de mobiliser la population contre les musulmans quand on veut détourner l'attention », reconnaît-elle. Il y a quelques jours, une nouvelle série d'émeutes visant des citoyens birmans de confession musulmane est survenue dans deux autres régions du pays. Dans un contexte de grandes difficultés économiques, les Rohingya, et à une plus grande échelle, les musulmans Birmans, seraient devenus les boucs émissaires de biens des maux.

La construction de fractures identitaires

La présence dans cette région de musulmans originaires de l'ancienne Inde britannique remonte à plusieurs siècles. Les tensions intercommunautaires se sont cristallisées avec la colonisation anglaise. « Pour des raisons techniques, les Britanniques privilégient l'arrivée d'une main d'oeuvre qui vient plutôt de l'Ouest -les futurs Rohingya- et leur donnent des avantages que n'auront pas les Arakanais bouddhistes et les Birmans », explique Gabriel Defert, historien, politologue et auteur de plusieurs publications sur l'Asie du Sud-Est.

En fait, les Rohingya se sont donné une identité commune dans un monde qui leur est progressivement devenu hostile à partir de la Seconde Guerre mondiale. Dès l'indépendance en 1948, ces musulmans sont perçus comme

des immigrés auxquels le stigmate de la colonisation est attaché. Une loi de 1982 relative à la citoyenneté les déclare même apatrides en ne les reconnaissant pas parmi les 135 groupes ethniques répertoriés officiellement. « C'est tout le problème qui dure encore aujourd'hui », souligne G. Defert.

Jean-Louis Margolin, historien et directeur adjoint de l'Institut de recherche sur le Sud-Est asiatique du Centre National de Recherche Scientifique et de l'université de Provence, à Marseille, ajoute que c'est aussi « la crise liée à l'extinction violente du Royaume d'Arakan, qui n'a toujours pas vraiment trouvé de solution ». Le territoire de ce royaume, longtemps indépendant, a été partagé entre le Bangladesh et la Birmanie actuels, « mais c'est loin de régler le sort et le statut des populations qui résultent de cet ancien royaume et qui ont un statut de minorité opprimée, quel que soit le pays où elles se trouvent ».

De fait, en septembre dernier, au Bangladesh, pays à majorité musulmane, il y a eu une vague de violence importante contre la minorité bouddhiste. « On peut penser que les tensions et les haines qui peuvent exister entre ces communautés tendent à se répercuter et à s'accroître de chaque côté de la frontière dès que, d'un côté ou de l'autre, il se passe quelque chose. On a une situation dangereuse, mais qui ne peut pas être réduite au seul cadre de la Birmanie », interprète-t-il.

Un problème loin d'être réglé

Selon [Le Monde](#), les bouddhistes extrémistes font fi de cette histoire complexe, comme en témoignent les propos d'Aung Mya Kyaw, membre du Parlement régional et secrétaire général pour le district du Parti national arakanais pour le développement (RNDP). « Les musulmans n'ont aucun droit d'habiter chez nous. Ce sont des immigrants clandestins du Bangladesh. Ils veulent imposer la « charia », leurs coutumes et leur mentalité sont contraires aux nôtres. Il faut tous les mettre dans des camps. Ou les expulser dans des pays musulmans. Nous, on n'en veut plus ! », a-t-il affirmé.

Les Arakanais, comme le reste des Birmans, « sont victimes du syndrome de l'invasion », avance Gabriel Defert. « La Birmanie est un grand pays, très peu peuplé, à l'opposé du Bangladesh voisin qui a une énorme densité de population et dont ils ont très peur de l'invasion », observe-t-il.

C'est un sentiment d'insécurité qui a été notamment exacerbé par la destruction des statues de Bouddha par le régime taliban, en 2001, en Afghanistan. « Cet événement a frappé les esprits et profondément marqué les Arakanais », affirme Alexandra de Mersan.

Aujourd'hui, avec le développement des médias et d'Internet dans le pays, les affrontements se sont internationalisés. Ils ont même été repris sur des sites islamistes étrangers. « Il n'y a pas de raison que les tensions s'apaisent, parce qu'elles sont entretenues par l'accès qu'ils ont au monde extérieur et qu'il y a une grande peur de l'Islam radical », déplore Mme de Mersan.

Pour l'anthropologue, face à cette situation complexe, ce n'est pas à la communauté internationale de régler le problème des Rohingya. « Le problème de la Birmanie, c'est la construction nationale en elle-même et la définition de la citoyenneté. C'est celui de la place des minorités », résume-t-elle.

Le régime birman semble montrer une volonté de mener des enquêtes sur les événements. Reste à voir si elles seront menées de manière impartiale.

Post-scriptum :

Crédit photo : Flickr / andrewjudededo